



Manifester sa solidarité à l'égard des survivants du génocide

LA LETTRE - Janvier 2011

Chers adhérents, chers Amis d'Appui Rwanda,

Au nom du conseil d'administration de notre association, je vous souhaite une très belle et bonne année 2011 !

Durant l'année qui vient de s'écouler, nous avons œuvré à nous implanter localement, dans la ville d'Ivry-sur-Seine, où notre association est domiciliée. Beaucoup d'entre vous habitent dans d'autres départements, y compris dans les DOM-TOM, ou quelques uns à l'étranger, mais le rayonnement d'une association dépendant en grande partie de son implantation locale, nous pouvons être satisfaits de nos efforts.

Ce fut d'abord notre soirée dans le cadre de la semaine de la Mémoire du génocide des Juifs et des tziganes, pour la prévention des crimes contre l'Humanité qui eut lieu fin janvier, à Ivry sur Seine, et qui connut un très grand succès : salle comble au cinéma Le Luxy de 18h à minuit.

Par la suite, nous avons été sollicités pour faire une autre projection dans un quartier de la ville, suivie d'un débat en présence de notre président d'honneur, Jean-Claude Lefort et du journaliste Jean Chatain.

Nous fumes conviés par la Ville d'Ivry-sur-Seine à participer à la Commission Mémoire, qui s'est réuni durant 8 mois, à raison d'une fois par mois, pour envisager les stratégies mémorielles et de transmission.

Nous participerons à la Semaine de la Mémoire 2011, et vous invitons à réserver dès à présent vos places pour participer à l'après midi organisé autour du thème « Comment survivre au génocide », qui se tiendra dans la salle des fêtes de l'Hôtel de Ville d'Ivry-sur-Seine, en collaboration avec l'Association pour la Mémoire des Enfants Juifs d'Ivry et la municipalité d'Ivry. Nous vous attendons nombreux pour assister à la conférence qui réunira Esther Mujawayo, Henriette Asseo et Boris Cyrulnik, suivie de la pièce de théâtre, « Rose ». (voir programme)

Au mois de juin, nous avons tenu pour la première fois un stand lors d'Ivry-en-Fête. Ce fut l'occasion de rencontres chaleureuses avec de nouveaux adhérents et nos amis rwandais.



Le 9 octobre, nous étions présents au forum de la Vie Associative, où nous étions conviés à intervenir dans un débat sur la Solidarité internationale et présenter nos actions.

Nous avons décidé de ne pas participer, comme nous l'avions fait en 2009, à la Semaine de la solidarité internationale, car à ces dates-là, nous avons dû pallier le désistement de la Fondation Elle concernant le parrainage de 11 jeunes filles de Bisesero. Comme vous le savez, nous avons lancé un appel à parrainages et avons remué ciel et terre pour que ces jeunes filles puissent suivre leurs études à partir de 2011, comme la fondation Elle le leur avait permis d'espérer.

Grâce à l'appui de nouveaux parrains et au soutien extraordinaire de l'association Intore za Dieulefit, dans la Drôme, c'est maintenant 12 jeunes gens de Bisesero qui entreront à l'université à la fin de ce mois, rejoignant ainsi leur ami Emmanuel, jeune homme de ces collines qui a pu être parrainé dès 2010.

L'association Intore za Dieulefit, qui apporte son soutien aux rescapés des collines de Bisesero, s'est engagée à parrainer 10 jeunes filles et intervient en co-parrainage pour un des jeunes hommes. Sans leur investissement, nous n'aurions pu les parrainer tous cette année. Nous remercions les nouveaux parrains et Intore za Dieulefit de leur précieuse contribution.

Le suivi de ces parrainages au Rwanda est assuré par Venuste Kayimahe, notre correspondant, en lien avec le président d'honneur de l'association Intore za Dieulefit, le député Ezéchias Rwabuhiri, et Vincent Kayigema, étudiant rescapé de Bisesero qui nous avait contactés l'année dernière pour que l'on vienne en aide à ses camarades.

Pour faciliter le travail de notre correspondant, un nouvel adhérent, Thierry Large, nous a aidés à obtenir une bourse auprès de la commission sociale de la Caisse des dépôts et consignations. Cette bourse d'un montant de 500 euros a été utilisée dans l'achat d'un Apple MacBook "Core 2 Duo". Nous avons opté pour ce matériel informatique car nous voulons éviter à Venuste de rencontrer les soucis inhérents à l'infection par les virus de toutes sortes qui ont endommagé son ancien matériel.

Dans cette lettre, vous trouverez un résumé que Bernadette Primet a rédigé d'après la conférence que Marie-Odile Godard, ancienne présidente de notre association, avait présentée lors d'un colloque d'Ibuka qui s'est tenu à Lyon pour la XV^e commémoration et intitulé « La réparation du tissu social, la vie des rescapés du génocide face à la reconstruction sociétale du Rwanda ».

Bernadette, responsable des parrainages avec David Michel, a également réalisé une petite présentation synthétique de nos filleuls.

Notre prochain rendez vous, important, est fixé au SAMEDI 2 AVRIL 14 HEURES pour l'assemblée générale de l'association, où nous espérons nous retrouver en nombre, une occasion de parler projets, d'échanger et de renouveler les adhésions pour 2011.

En vous souhaitant une bonne lecture de cette lettre, et dans l'attente de vos suggestions et remarques,

Bien à vous,

La présidente,

A. Ozine



La réparation du tissu social, la vie des rescapés du génocide face à la reconstruction sociétale du Rwanda.

par Marie-Odile GODARD

Maître de Conférences

Psychanalyste

Chargée de mission au Rwanda par Médecins du Monde et Ibuka.

Vérité, réconciliation, pardon, justice, oubli, solitude, souvenir, commémoration, gacaca...

Des mots qui hantent l'esprit des rescapés. Des mots qui, à chaque commémoration, exacerbent leur douleur. Des mots que les rescapés entendent, intègrent parfois, refusent le plus souvent. Des mots qui les forcent à se souvenir, à revivre les moments vécus dans l'angoisse de la mort imminente.

Cela engendre chez eux des sentiments foisonnants et contradictoires. Les crises traumatiques se multiplient lors des cérémonies du souvenir: cris, agitation, syncopes. Et elles ne sont plus désormais l'apanage des femmes. De plus en plus souvent, les hommes craquent eux aussi. Cette année, plus de 200 personnes ont dû être soignées lors des commémorations au stade Amahoro. Des dépressions profondes ont suivi ces crises et nécessité, les jours suivants, un suivi attentif par des médecins psychiatres.

Les tribunaux gacaca sont eux aussi la source de violentes réactions car ils précipitent les victimes dans le temps du trauma. Ils les fragilisent en profondeur car tous étaient en attente de vérité, de justice et de demande de pardon. Tous veulent savoir le

« pourquoi » et le « comment ». Mais lorsqu'ils arrivent à connaître la vérité sur la mort de leurs proches, ils se heurtent inévitablement au « pourquoi ? ». D'où sentiments d'amertume, de déception, de désespoir, d'isolement. Comment demander justice quand on se sent seul au monde ?

Il faut bien avoir à l'esprit que la libération progressive mais aussi très massive des génocidaires a perturbé profondément la vie quotidienne des rescapés. Durant les années de l'après-génocide, un semblant de vie paraissait reprendre. Car tout le monde avait peur : les victimes craignaient les représailles, les assassins craignaient la justice (la peine de mort n'était pas encore abolie).

Aujourd'hui, presque tous les prisonniers ont été libérés. Ils ont terminé leur peine et ont été rendus à la vie civile. D'autres accomplissent des travaux d'intérêt général (TIG).

Ils ne craignent donc plus rien de la justice. Et les rescapés sont désormais contraints de rencontrer quotidiennement leurs bourreaux . On leur demande même de passer de cette cohabitation de fait à la réconciliation. Cela représente pour eux l'épreuve de l'impossible. Ils doivent cependant l'affronter.

Beaucoup vivent ainsi dans la peur car les provocations à leur égard sont fréquentes. Ce qui amène paradoxalement beaucoup de rescapés à se sentir coupables d'avoir témoigné aux procès et d'attirer ainsi les représailles sur leurs proches et leurs voisins.

Il faut ajouter que les rescapés sont stigmatisés par l'ensemble de la population car ils constituent pour certains la représentation vivante du passé criminel de leurs proches. On les accuse d'avoir introduit le malheur dans les familles des génocidaires...

L'instauration des tribunaux gacaca était pourtant indispensable car l'Etat n'avait pas d'autre choix. Il était impossible en effet de pouvoir juger, dans un laps de temps décent, les plus de 150 000 présumés génocidaires emprisonnés.

Les tribunaux gacaca ont bien fait leur travail puisque pratiquement tous les accusés ont été jugés et puisqu'ils pourront vraisemblablement fermer à la fin de l'année. Mais ils ont aussi constitué une épreuve terrible pour des rescapés souvent isolés et apeurés. Certains d'ailleurs ont refusé de témoigner par peur de représailles sur leurs enfants ou petits-enfants. Mais ils sont alors critiqués par les autres qui les accusent de s'être laissé corrompre. Ce qui n'est pas toujours faux car l'extrême pauvreté où sont plongées certaines familles les a parfois conduit à accepter de l'argent pour prix de leur silence.

L'après-gacaca crée toujours de profonds dilemmes. Il est bien difficile, par exemple, de savoir si le pardon, finalement accordé à la fin du procès par la victime, n'est pas plutôt synonyme d'un découragement profond : « A quoi bon se battre ? La justice n'existe pas pour nous ». Il est vrai qu'au regard de l'immensité du crime, les peines encourues demeurent totalement disproportionnées. Les gens baissent alors les bras...

Il y a aussi les faux aveux et les provocations. Il y a la perte définitive des biens matériels qui ne sont que rarement rendus à leurs anciens propriétaires ou ont été détruits. Il y a enfin l'angoisse toujours actuelle que tout cela recommence car la haine est toujours présente.

Le travail d'IBUKA.

14 groupes de soutien psychologique se sont créés sur tout le Rwanda. Ce qui est très peu, compte tenu de l'urgence et de l'immensité des besoins.

Cette aide offerte aux victimes ne va pas de soi. Beaucoup, et particulièrement les femmes violées pendant le génocide et remariées, n'y vont pas. Car cela ravive cruellement chez elles un sentiment de honte, sentiment surtout éprouvé vis à vis de leurs nouveaux maris et de leurs enfants, y compris ceux issus des viols.

Mais, globalement, les résultats bénéfiques sont là et les rescapés souhaitent vraiment que d'autres groupes voient le jour.

Les débuts de la thérapie sont parfois difficiles et l'évolution très variable selon les individus. Le temps de l'un n'est pas le temps de l'autre...

La confiance n'est pas là d'emblée. Mais, peu à peu, le groupe tisse des liens. On prend ensemble le temps d'écouter, de pleurer aussi. Le soutien du groupe permet d'instiller un peu d'espoir, de donner du sens à l'avenir, de sortir de l'état de sidération qui emprisonnait les victimes en elles-mêmes. Il les invite à se réinsérer progressivement dans la société, il essaie de rendre vivables les séquelles du génocide. Il tend à rendre quelque peu intelligible ce qui se présentait comme définitivement opaque. Des projets en commun se créent ainsi peu à peu.

En fait, le rescapé vit dans un conflit intérieur violent qu'il ne peut juguler sans aide. Le groupe lui donne alors la force de regarder en face la réalité et de l'affronter.

Un exemple récent : une femme rescapée croise un jour dans la rue son bourreau qui, faute de preuves suffisantes, a été déclaré innocent et rendu à la liberté. Elle surmonte alors sa peur et son ressentiment pour lui dire, bien en face : « Ils t'ont innocenté mais il y a deux personnes qui savent que tu es coupable. C'est moi et c'est toi. Et tu ne pourras jamais rien faire contre cela »

Comment voir l'avenir des rescapés.

La réconciliation demandera beaucoup de temps. Peut-être 50 ans... Peut-être beaucoup plus...

Les initiatives dans ce sens ont pourtant commencé très tôt. Dès 1995 en effet des réunions de commémoration ont commencé dans tout le pays. Les victimes y ont été

incitées à parler. Mais le temps de reconstruction psychique sera long et dépendra de nombreux facteurs.

En réalité, la réconciliation véritable ne pourra sans doute se faire qu'au sein des générations futures. Et encore, à une condition formelle qui est loin d'être acquise aujourd'hui : que justice soit rendue aux victimes, que les crimes soient reconnus et que rien de l'immense tragédie qu'a été le génocide ne soit oublié ou volontairement occulté.

(Notes prises par Bernadette Primet lors du Colloque organisé à Lyon par Ibuka et ADGL sur le thème : *la reconstruction après un génocide et la lutte pour le respect du « plus jamais ça »*)

IBUKA= Souviens-toi

ADGL = Action pour le Développement dans la région des Grands Lacs africains.

Quelques informations sur les parrainages.

A ce jour, Appui Rwanda apporte son soutien à :

- 3 adultes
- 27 enfants, adolescents et jeunes adultes
- 13 étudiants de Bisesero, en partenariat avec Intore za Dieulefit.

La petite synthèse qui suit ne prend en compte que les jeunes parrainés jusqu'ici par l'association. En effet, nous ne connaissons pas encore suffisamment les jeunes de Bisesero (mis à part l'un d'entre eux , parrainé depuis juin 2010 par l'association).

Qui sont nos filleuls ? Comment vivent-ils ? Où en sont-ils de leurs études ? Quel âge avaient-ils au moment du génocide ?

Autant de questions que beaucoup d'entre nous se posent car nous ne connaissons bien, le plus souvent, que notre propre filleul .

D'abord, une évidence : **ce ne sont plus des enfants.**

La plupart, en effet, sont maintenant de grands adolescents ou de jeunes adultes :

- 2 seulement ont moins de 15 ans
- 16 ont de 15 à 20 ans
- 6 de 20 à 25 ans
- 3 de 25 à 27 ans.

Leur situation de famille.

- 5 d'entre eux vivent en famille avec leurs 2 parents. C'est exceptionnel et il s'agit dans ce cas de fratries.
- 7 vivent avec leur mère qui a survécu au génocide
- 15 sont orphelins. Ils vivent alors parfois seuls mais, le plus souvent, ont pu reconstituer un substitut de foyer avec leurs frères et sœurs survivants ou avec une

parente qui les a recueillis. Les pères ont tous été tués pendant le génocide. Dans certains cas, les mères avaient survécu mais ont succombé peu après, soit à cause du sida contracté au moment des viols, soit à la suite des tortures subies.

Leurs conditions de vie.

La plupart vivent à Kigali ou sur les collines environnantes. Certains dans des umugudu, ces villages construits pour les survivants : c'est principalement le cas du village des enfants de Kimironko, à Kigali, et celui de la colline de Tumba, près de Butaré.

Souvent, les mères ont en charge 3 ou 4 enfants supplémentaires. Ce sont ceux de leurs proches assassinés. La survie est alors très difficile car tout est cher au Rwanda et l'école est très coûteuse. En effet, si le minerval dans l'enseignement primaire est gratuit depuis 2004, les fournitures scolaires et les uniformes restent à la charge des familles qui sont le plus souvent démunies de tout.

Leur niveau d'études.

- 5 sont en classes primaires
- 5 en tronc commun du secondaire (classes de collège)
- 8 en second cycle (classes de lycée)
- 8 sont inscrits à l'Université (en 1^{ère} et 2^{ème} année)
- 1 est en école professionnelle (hôtellerie)

Beaucoup d'entre eux (plus d'un tiers) sont parfaitement « à l'heure » dans leur scolarité. D'autres, environ la moitié, accusent un retard de 1, 2 ou 3 ans. Un très petit nombre (5) a un retard important (5 ou 6 ans).

Il est difficile de bien cerner les causes de ces retards particuliers car certains, avec un passé pourtant très lourd, s'en sortent bien. Il ne faut cependant pas oublier les mauvaises conditions de scolarité que la plupart ont vécues (surpeuplement des classes).

Leur âge au moment du génocide :

Ils étaient tous de très jeunes enfants :

- 11 avaient moins de 5 ans
- 7 avaient entre 5 et 10 ans.

9 sont nés après le génocide. 4 d'entre eux sont des enfants du viol et 2 sont nés séro-positifs. Bien suivis et bien traités médicalement, ils paraissent aller assez bien actuellement.

B.Primet